

LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE ET D'ESSAIS

CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES et TECHNIQUES PARTICULIERES (CCAP et CCTP)

Accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents et à bons de commandes

SERVICES DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL INTERIMAIRE ET DE PLACEMENT

Marché de services

Appel d'offres ouvert

Référence de la consultation : 2021-7

Le présent Accord-Cadre comprend 27 articles. Il comporte 21 pages numérotées de 1 à 21.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION- DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 3. MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 4. MODALITES DE DEVOLUTION DES DES MARCHES SUBSEQUENTS ET BONS DE COMMANDES	6
ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE.....	8
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 8. INTEGRATION	12
ARTICLE 9. VERIFICATION / ADMISSION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 10. CLAUSES DE NON EXCLUSIVITE	12
ARTICLE 11. PRIX.....	13
ARTICLE 12. FACTURATION - REGLEMENT	14
ARTICLE 13. RÈGLEMENT INTÉRIEUR	15
ARTICLE 14. SITUATION SOCIALE ET FISCALE	15
ARTICLE 15. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
ARTICLE 16. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
ARTICLE 17. ASSURANCES	16
ARTICLE 18. RESPONSABILITE	17
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE	17
ARTICLE 20. CONFLITS D'INTERET	18
ARTICLE 21. FORCE MAJEURE	18
ARTICLE 22. CESSIION DU MARCHE	19
ARTICLE 23. RÉSILIATION	19
ARTICLE 24. MODALITES D'INTERVENTION	20
ARTICLE 25. DECLARATION	20
ARTICLE 26. NULLITE.....	21
ARTICLE 27. DIFFERENDS ET LITIGES.....	21

DEFINITIONS

Les termes, mentionnés ci-dessous, ont dans le présent document, la signification suivante :

« **MARCHE** » désigne l'ensemble du dispositif contractuel scindé en un Titre Liminaire, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

« **POUVOIR ADJUDICATEUR** » : désigne le LNE.

« **TITULAIRE** » désigne l'attributaire du marché.

« **ANNEXE(S)** » désigne(nt) tout document dont il est fait référence dans le contrat et figurant en annexe au titre y afférent.

« **AVENANT(S)** » désigne(nt) tout document écrit et signé des parties au contrat qui modifie les dispositions de ce dernier postérieurement à sa conclusion.

« **INFORMATION CONFIDENTIELLE** » désigne :

- le réseau, les filiales et participations du Pouvoir Adjudicateur, son organisation ainsi que sa clientèle,
- toutes les informations financières, juridiques, techniques, commerciales, stratégiques, ainsi que les données, documents de toute nature, dessins, concepts, secrets de fabrication, savoir-faire, systèmes d'informations, logiciels, transmis ou portés à la connaissance d'une partie au titre du marché, quel que soit la forme et/ou le support utilisé.

« **PRESTATIONS** » désignent les prestations telles que définies aux conditions techniques et particulières que le prestataire s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur dans le cadre du contrat.

« **SITES** » désigne(nt) le ou les lieux d'exécution des prestations précise(s) dans les « site conditions techniques ».

« **La Direction des Ressources Humaines du LNE** » apparaîtra dans le texte sous l'abréviation « DRH LNE ».

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION- DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent CCAP-CCTP est un accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande multi attributaires relatif à des SERVICES DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL INTERIMAIRE ET DE PLACEMENT auprès de DRH LNE, dont les spécifications techniques sont décrites dans le présent document.

1.2 FORME DU MARCHÉ

Appel d'Offres ouvert : Le marché est passé en application des dispositions des articles R2161-2 à 2161-5 du Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018, relatifs aux appels d'offres ouverts.

- L'accord-cadre est multi attributaires et sera conclu avec cinq (5) opérateurs maximum par lot, sous réserve d'un nombre approprié de candidats et d'offres recevables.

Les modalités de la remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre et d'attribution des marchés subséquents sont définies à l'ARTICLE 4 ci-après.

Il est exécuté par conclusion de marchés subséquents et par l'émission de bons de commandes conformément à l'article R2162-3 du Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et dans les conditions fixées aux articles :

- Pour les marchés subséquents : Articles R. 2162-7 à 8 et R. 2162-10
- Pour les marchés à bons de commandes : Articles R. 2162-13 et R. 2162-14.

Chaque titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations commandées par le LNE.

1.3 MONTANT DU MARCHÉ

Compte tenu du volume incertain des besoins en personnel intérimaire du LNE, et conformément à l'article Article R2162-4 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, l'accord cadre est conclu sans minimum ni maximum pour les lots n°1 et 2.

1.4 DURÉE DU MARCHÉ

Sous réserve des cas de résiliation prévus, les prestations seront exécutées à compter de la date d'exécution du marché figurant à l'acte d'engagement, pour une **durée de 2 ans, renouvelable 2 fois au maximum pour des périodes d'1 an.**

Conformément à l'article R2112-4 du Décret n°2018-1075 et sauf stipulation contraire, la reconduction prévue dans le marché est **tacite** et les titulaires ne peuvent s'y opposer. Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire le marché est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au Titulaire, dans les trois (3) mois précédant la date d'échéance.

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui

méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique (Article R. 2162-5 du Décret n°2018-1075).

1.5 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté en 2 lots :

- LOT n° 1 : mise à disposition de personnel intérimaire (toutes fonctions)
- LOT n° 2 : prestations de placement pour les profils :
 - Techniciens
 - Opérateurs
 - Fonctions supports non cadres.

Chaque lot est attribuable séparément.

1.6 PARTIES CONTRACTANTES

- Les parties contractantes sont les suivantes :
 - Le LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE ET D'ESSAIS (LNE), représenté par son Directeur des Ressources Humaines ;
 - Pour chaque lot : Les cinq (5) opérateurs économiques attributaires de l'accord-cadre (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres recevables) qualifiés par le présent accord-cadre de « Titulaires ». Ils concluent l'accord-cadre avec le LNE.
- Chaque titulaire de l'accord cadre désigne une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du LNE.
- Chaque titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :
 - aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
 - à la forme juridique sous laquelle l'activité est exercée
 - à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
 - à son adresse ou à son siège social
 - et généralement toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.
- Certaines de ces modifications nécessitent une contractualisation : celle-ci sera effectuée par le biais d'un acte modificatif du contrat (avenant). Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le LNE sur les modifications en cause.
- Par contre, dans le cas où le LNE estime que des modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, elle dispose de la possibilité de résilier le marché (article 23.2.2 du présent accord-cadre).

1.7 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est interdite dans le cadre du marché.

1.8 CODE CPV

79620000-6(5)	Services de mise à disposition de personnel y compris de personnel temporaire
79610000-3(5)	Services de placement de personnel

1.9 PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ

Agnès BOUTELOUP, Département Achats du LNE.

1.10 SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le suivi de l'exécution du marché est assuré par la DRH LNE.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent Accord-cadre valant CCAP et CCTP ;
- L'offre technique du Titulaire présentée dans le cadre de réponse et annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- Les marchés subséquents issus de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande émis ;
- Les avenants émis en cours d'exécution du marché.

Toutes les pièces postérieures à la conclusion du marché et venant modifier le marché dans le temps sont considérées comme contractuelles.

Toute clause portée dans le(s) catalogues, tarifs(s) ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.
Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3. MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les marchés subséquents seront conclus sous forme de bons de commande, après remise en concurrence des Titulaires dans les conditions prévues à l'ARTICLE 4 ci-après. Les bons de commande sont émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de réception par le Titulaire du marché.

3.1 RYTHME DE CONCLUSION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à la consultation des Titulaires de l'accord-cadre au fur et à mesure de ses besoins.

Les marchés subséquents à intervenir en application du présent accord-cadre ne pourront être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre (cf. article 1.4).

ARTICLE 4. MODALITES DE DEVOLUTION DES DES MARCHES SUBSEQUENTS ET BONS DE COMMANDES

4.1 LOT N° 1 : MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL INTÉRIMAIRE (toutes fonctions)

4.1.1 Marchés subséquents

Pour chaque demande, DRH LNE consultera simultanément tous les Titulaires du lot par e-mail (envoi d'un e-mail collectif) en joignant le descriptif du profil recherché. En l'absence de délai particulier figurant sur cet e-mail, les titulaires disposeront **d'un délai de 24 heures**

ouvrées pour identifier et communiquer à DRH LNE des Curriculum Vitae correspondant à ce profil et disponibles pour la mission.

A l'issue de ce délai, la DRH LNE analysera les propositions des Titulaires et déterminera le CV correspondant le mieux au profil recherché ; il informera simultanément les Titulaires de son choix.

En l'absence d'information de DRH LNE indiquant que le poste est pourvu, ce délai de 24 heures sera automatiquement reconduit.

Les Titulaires disposeront pour chaque demande d'un délai identique pour proposer des candidats.

Pendant ce délai, les titulaires auront l'obligation de :

- accuser réception de la demande du LNE (e-mail d'accusé de réception),
- informer aussitôt par écrit le LNE de l'incapacité à proposer des candidats correspondant au profil recherché.

La commande sera attribuée au Titulaire qui aura proposé le CV retenu. Les autres titulaires ne percevront aucune indemnité liée à la recherche de candidats.

La faculté d'appréciation du « CV correspondant le mieux au profil » sera laissée à la discrétion de DRH LNE, en toute impartialité vis-à-vis des Titulaires.

Le LNE se réserve le droit d'organiser des entretiens avec le/les profils pré-sélectionnés. Le cas échéant, un entretien concluant avec le meilleur profil validera l'attribution de la commande au titulaire.

Dans le cas d'un même candidat proposé par plusieurs titulaires, la commande sera attribuée au premier à avoir transmis son CV, sur le critère « date et heure d'envoi du CV ».

Si le candidat retenu ne se présente pas le 1^{er} jour de sa prise de poste ou se désiste avant son arrivée, le besoin sera remis en concurrence entre les Titulaires, sans que le Titulaire ayant apporté le candidat ne puisse prétendre à une indemnité.

4.1.2 Marchés à bons de commandes

4.1.2.1 Mission supplémentaire sur un poste similaire

Dans le cas où un besoin similaire à une mission ayant pris fin depuis moins de 3 mois au LNE, le LNE aura la possibilité d'attribuer cette mission au Titulaire ayant mis à disposition l'intérimaire, dans la mesure où le dit intérimaire est disponible pour accepter cette nouvelle mission, et ce sans remise en concurrence auprès des Titulaires du marché.

La présente disposition vise à mettre à profit la formation acquise dans un poste lors d'une première mission au LNE.

4.1.2.2 Prestation de gestion administrative du personnel intérimaire

(cf. article 7.1.1.2 du présent Accord cadre) : les prestations de gestion administrative de personnel intérimaire seront confiées exclusivement au titulaire du marché classé 1^{er}, au vu de la note finale obtenue à l'issue de la procédure d'appel d'offres, et ce pendant toute la durée du marché.

4.2 LOT N° 2 : PRESTATIONS DE PLACEMENT

Ce lot ne concerne que les profils :

- Techniciens

- Opérateurs
- Fonctions supports non cadres.

L'ensemble des clauses de l'article 4.1.1 du présent accord-cadre s'applique au Lot n°2 du marché, à l'exception du délai accordé pour identifier les candidats.

DELAI : En l'absence de délai particulier figurant sur l'e-mail de demande de DRH LNE, les titulaires disposeront **d'un délai de 5 jours ouvrés** pour identifier et communiquer des Curriculum Vitae correspondant à ce profil et disponibles pour la mission, à DRH LNE. En l'absence d'information de DRH LNE indiquant que le poste est pourvu, ce délai de 5 jours ouvrés est automatiquement reconduit.

ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION

5.1 LOT N° 1 : MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL INTÉRIMAIRE

- En l'absence de délai particulier figurant sur l'e-mail de demande, les titulaires disposeront **d'un délai de 24 heures ouvrées** reconductible (dans les conditions décrites à l'article 4.1 du présent Accord-cadre) pour identifier et communiquer des Curriculum Vitae de candidats correspondants au profil recherché, et disponibles pour la mission, à DRH LNE.
- Un bon de commande sera réputé « exécuté » à l'issue de la mission et de la signature des bordereaux d'heures effectuées.
- Les Contrats de mise à disposition des personnels intérimaires seront établis dans un délai maximum de 48h ouvrées par l'Agence et transmis par voie dématérialisée.

5.2 LOT N° 2 : PRESTATIONS DE PLACEMENT

- En l'absence de délai particulier figurant sur le mail de demande, les titulaires disposeront **d'un délai de 5 jours ouvrés** reconductible (dans les conditions décrites à l'article 4.2 du présent Accord-cadre) pour identifier et communiquer des Curriculum Vitae de candidats correspondants au profil recherché, et disponibles pour la mission, à DRH LNE.
- Un bon de commande sera réputé « exécuté » à la date de prise de poste effective.
- Les Contrats de prestation seront établis avant la prise de poste et transmis par voie dématérialisée.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

- Chaque commande sera attribuée par l'émission d'un bon de commande, basé sur le bordereau de prix du titulaire pour le lot concerné, au fur et à mesure des besoins, jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le Contrat de mise à disposition ou de placement sera annexé au bon de commande.
Pour le lot n° 1, le bon de commande est émis après la réception du Contrat de mise à disposition.
Pour le lot n°2, le bon de commande est émis après la réception du Contrat de prestation.
- Les bons de commande comprennent a minima les indications suivantes :
 - La référence de l'accord-cadre et du lot concerné ;
 - la référence du contrat de mise à disposition ou contrat de prestation ;

- Le nom du salarié ;
 - Le numéro du bon de commande ;
 - la date d'émission du bon de commande ;
 - la raison sociale du titulaire ;
 - Les tarifs applicables ;
 - les délais d'exécution de la prestation uniquement s'ils dérogent à l'ARTICLE 5 du présent ACCORD-CADRE. A défaut de délai indiqué au bon de commande, les délais de l'ARTICLE 5 du présent ACCORD-CADRE s'appliquent.
- Les bons commandes sont envoyés par e-mail.
 - La personne habilitée à signer les bons de commande est le Responsable du Département Achats ou son responsable.
 - Chaque bon de commande donnera lieu à la signature d'un contrat de mise à disposition (Lot n°1) ou Contrat de prestation (Lot n°2) entre le LNE et le Titulaire.
 - Aucune prestation exécutée sans bon de commande ne pourra faire l'objet d'une demande de paiement.
 - Pour le lot n°1, aucune prestation ne pourra faire l'objet d'une demande de paiement en l'absence de bordereaux d'heures signés par le LNE.

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

7.1 ETENDUE DES PRESTATIONS

Les Prestations sont définies dans le présent accord-cadre et ses annexes.

Le titulaire doit en outre se conformer aux dispositions particulières définies, le cas échéant, dans le bon de commande.

7.1.1 LOT n° 1 : mise à disposition de personnel intérimaire (toutes fonctions)

7.1.1.1 Marchés subséquents

La prestation principale de l'accord-cadre est la mise à disposition de personnel intérimaire, l'Agence de travail temporaire étant l'employeur. L'objectif est de trouver le salarié intérimaire dont la qualification et la disponibilité correspondent au besoin exprimé par le LNE. Après sélection, l'agence délègue le salarié intérimaire en mission auprès du LNE.

La prestation d'intérim est définie ainsi : l'agence d'intérim est l'employeur du salarié intérimaire et à ce titre rédige son contrat et le rémunère ; le professionnel est mis à la disposition du LNE pour une mission donnée. L'intérimaire est salarié de l'agence d'intérim et non pas du LNE.

L'agence d'intérim prend également en charge tous les frais liés à la gestion administrative du personnel (rémunération, charges salariales et patronales, frais de déplacements*, déclarations afférentes, etc.).

*Conformément à la réglementation légale, le LNE prendra à sa charge 50 % de l'abonnement de transport, dès lors que cette information figurera dans le contrat de mise à disposition et sera porté à la connaissance du LNE avant le démarrage de la mission.

Il s'agit donc d'une délégation complète au(x) titulaire(s) de la sélection du candidat, de la vérification de ses aptitudes et de sa rémunération pour les missions effectuées. Dans cette situation, le ou les titulaires assument les responsabilités de l'employeur à l'égard du personnel intérimaire.

Le contrat de mise à disposition de personnel intérimaire est signé par le Titulaire et DRH LNE. La durée minimum de mission avant la possibilité d'un recrutement direct par le LNE sera de 3 mois.

Les profils recherchés au cours des 12 derniers mois sont cités à titre d'exemples dans l'annexe 1 au présent accord-cadre.

Cette prestation, en délégation, comprendra :

1. Analyse du besoin :

- Environnement du poste et contexte de travail,
- Contenu du poste,
- Formation initiale requise,
- Expérience et compétences exigées,
- Contraintes éventuelles.

2. Recherche des profils par tous les moyens en France : recherche de Curriculum Vitae, présélection de candidats correspondant au profil et opérationnels.

Il est précisé :

- Le titulaire du marché utilisera ses propres méthodes de sourcing et de recherche ou en consultant ses bases de données ;
- L'information des candidats non retenus sera assurée par le Titulaire.

3. Pour chaque demande, présentation de plusieurs candidats au LNE pour validation des profils : transmission de la candidature accompagnée d'une brève synthèse du parcours du candidat (expérience, compétences maîtrisées) et prétentions salariales ;

4. Sur demande du LNE, négociation du salaire avec le candidat ;

5. Gestion administrative du salarié (déclarations préalables, contrat de mission, contrat de travail et avenants éventuels, attestations, information sur les jours de fermeture du LNE et documents divers) ;

6. Gestion de la paie et des obligations sociales et fiscales qui en découlent.

7. Selon les exigences liées à la fonction occupée :

- a. Vérification de la mise à jour des habilitations du personnel intérimaire (exemple : habilitation engins de levage, habilitation électrique), fourniture des équipements de protection individuels (EPI) , etc
- b. Prise en charge des coûts des formations essentielles à la prise de poste du candidat (habilitation engins de levage, habilitation électrique, pont roulant, etc), et des coûts salariaux pendant ces formations ; le contrat de mise à disposition avec le LNE sera suspendu pendant la durée de la formation ;

8. Information du LNE des absences planifiées (congés) du salarié et absences inopinées (maladie ou autre).

7.1.1.2 Marchés à bons de commandes

- Mission supplémentaire sur un poste similaire (article 4.1.2.1 du présent Accord cadre) :
Dans ce cas, les missions attendues par le titulaire seront celles numérotées de 4 à 8 dans l'article 7.1.1.1.

- Prestation de gestion administrative du personnel intérimaire (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent Accord cadre) :

Dans l'hypothèse où le candidat aurait été identifié par le LNE, les missions attendues par le titulaire seront celles numérotées de 4 à 8 dans l'article 7.1.1.1.

7.1.2 LOT n° 2 : Prestations de placement

Les titulaires pourront être sollicités par le LNE pour une prestation de service relative au seul accompagnement au recrutement direct par le LNE, limité aux fonctions de techniciens, d'opérateurs et de fonctions supports non cadres, pour des contrats à durée déterminée ou indéterminée. Des exemples de fiches de postes figurent à l'Annexe 1 du présent Accord cadre.

Le LNE sera l'employeur du salarié.

Cette prestation comprendra :

1. Analyse du besoin :

- Environnement du poste et contexte de travail,
- Contenu du poste,
- Formation initiale requise,
- Expérience et compétences exigées,
- Contraintes éventuelles.

2. Recherche des profils par tous les moyens en France : recherche de Curriculum Vitae, présélection et évaluation de candidats correspondants au profil et opérationnels.

Il est précisé :

- Le titulaire du marché utilisera ses propres méthodes de sourcing et de recherche ou en consultant ses bases de données, ainsi que ses propres méthodes d'évaluation des candidats. Il pourra mener des entretiens avec les candidats ;
- L'information des candidats non retenus sera assurée par le Titulaire.

3. Pour chaque demande, présentation de candidat(s) au LNE pour validation des profils : transmission de la candidature accompagnée d'une brève synthèse du parcours du candidat (expérience, compétences maîtrisées) et prétentions salariales.

4. La garantie de reprise de la mission au cours des 3 premiers mois suivant la prise de poste du candidat retenu (dans les conditions fixées à l'article 7.6), et ce sans frais supplémentaires.

7.2 PERIODE D'ESSAI POUR LE LOT N° 1

Pour chaque mission, une période d'essai proportionnelle à la durée de la mission et en adéquation avec la législation est appliquée. Le LNE peut à tout moment, durant la période d'essai du personnel intérimaire, récuser la personne proposée si celle-ci ne lui donne pas satisfaction.

Le LNE en informe le titulaire attributaire de la commande, par une décision expresse notifiée par tout moyen.

Le besoin sera remis en concurrence selon les règles décrites à l'ARTICLE 4 du présent accord cadre.

7.3 LIEUX D'EXECUTION

Les postes à pourvoir concerneront principalement les sites de :

- Trappes
- Paris.

Et de manière très occasionnelle :

- Nîmes
- Saint – Denis (93)
- Poitiers.

7.4 CONSULTANTS DEDIES AU MARCHE

A l'issue de la procédure d'Appel d'offres, et en accord avec le LNE, le Titulaire aura nommé un ou deux Consultants maximum « dédiés » au présent Accord-cadre, du fait de leurs compétences et expériences appropriées à la bonne réalisation des prestations.

Le LNE disposera de la faculté de demander et d'obtenir le changement du ou des Consultants dédiés au marché.

7.5 OBLIGATION DE MOYENS POUR LE LOT N° 1

- Pour chaque poste à pourvoir, les titulaires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution des PRESTATIONS, en particulier la disponibilité de leur personnel, leur savoir-faire et leur compétence.

7.6 OBLIGATION DE RÉSULTATS POUR LE LOT N° 2

- Pour chaque poste à pourvoir, le titulaire devra présenter un ou des candidats répondant au profil demandé, dans le délai contractuel de l'accord-cadre (cf. article 5.2.).
- Si le candidat recruté quitte son poste pendant une durée de 3 mois suivant sa prise de poste pour quelque motif que ce soit (rupture de période d'essai, démission, licenciement, etc), le titulaire devra exécuter à nouveau le bon de commande pour la recherche de son remplaçant et ce sans frais supplémentaires. Cette garantie est valable 1 fois par poste.

ARTICLE 8. INTEGRATION

Lot n° 1 : A l'issue de la durée minimum de la mission (cf. article 7.1.1 du présent accord-cadre), Le LNE aura la possibilité de recruter directement le personnel intérimaire mis à disposition, et cela sans contrepartie financière pour le titulaire l'ayant mis à disposition.

ARTICLE 9. VERIFICATION / ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

Les prestations seront vérifiées par DRH LNE ou son collaborateur habilité. Les vérifications ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies, les spécifications de l'accord-cadre et les engagements pris par le candidat dans ce cadre.

ARTICLE 10. CLAUSES DE NON EXCLUSIVITE

Lot n° 1 :

Exceptionnellement, dans le cas où les titulaires du lot seraient dans l'incapacité de proposer des candidats correspondants au profil recherché, à l'issue de plusieurs reconductions du délai contractuel (au-delà de 15 jours calendaires), DRH LNE pourra informer par écrit les Titulaires de sa décision de mettre fin à la consultation pour ce profil, et de recourir aux services d'un prestataire tiers hors de l'accord-cadre.

Cette disposition aura pour but de permettre l'identification de candidats correspondant à un profil quand les Titulaires du marché échoueront dans cette recherche.
Le cumul des commandes attribuées de cette façon ne pourra excéder 10% du budget annuel du marché.

Lot n° 2 :

La mission confiée au Titulaire de la commande n'aura pas de caractère d'exclusivité, la DRH LNE se réservant la possibilité d'effectuer la recherche du candidat par ses propres moyens et réseaux. En cas d'identification du candidat par le LNE durant la période de la consultation du Titulaire, la DRH LNE informera aussitôt le titulaire par e-mail de l'arrêt de cette demande, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité financière.

ARTICLE 11. PRIX

11.1 CONTENU ET FORME DES PRIX

11.1.1 LOT n° 1 : mise à disposition de personnel intérimaire (toutes fonctions)

- Les prestations de ce lot sont traitées par l'application d'un **coefficient multiplicateur du salaire brut du salarié**, pour l'ensemble des prestations décrites à l'Article 7.1.1 du présent Accord-cadre.
- Le taux horaire indiqué au contrat de mise à disposition comprend toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Il comprend notamment :

- le salaire y compris primes et accessoires du salarié le cas échéant ;
- les charges salariales et patronales du secteur privé ;
- l'indemnité de fin de mission et l'indemnité de congés payés ;
- la prise en charge de la prestation, notamment pour la recherche, l'évaluation des candidats, la mise en poste du collaborateur intérimaire et la gestion administrative.

11.1.2 LOT n° 2 : Prestations de placement

- Les prestations de ce lot sont traitées à prix forfaitaires, pour l'ensemble des prestations décrites à l'Article 7.1.2 du présent Accord-cadre. Ces prix sont exprimés en **pourcentage du salaire brut annuel de base du salarié**.

Le salaire brut annuel de base du salarié s'entend comme étant le salaire brut annuel hors primes.

11.2 FORME DES PRIX

Les prix figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes sur la durée ferme du marché, soit 24 mois, puis révisibles chaque année à la date anniversaire du marché.

11.3 REVISION DES PRIX

A l'issue de la première période ferme de 24 mois, le Titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec AR, ou par e-mail avec AR, sa demande de révision avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire du marché, pour validation.

Les prix seront révisés sur la base de l'index INSEE suivant :

CPF 78.20 – Services des agences de travail temporaire
Identifiant 010546190

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546190>

La formule suivante sera appliquée :

$$P_n = P_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

Dans laquelle :

P_n = nouveau prix

P_{n-1} = prix précédent

I_n = le dernier indice définitif publié un mois avant la date d'effet de la révision.

I_{n-1} = le dernier indice définitif publié à la date limite de remise des offres s'agissant de la première révision, ou l'indice définitif utilisé pour la précédente révision.

A l'issue de chaque révision tarifaire, l'annexe « offre financière » sera remplacée par « offre financière ANNEE EN COURS Version x ».

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

En l'absence de demande de révision, les prix de l'année en cours restent applicables l'année suivante.

11.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le LNE se réserve le droit de résilier sans indemnité, avec un préavis de huit jours, la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème du titulaire, lorsque ce changement conduit à une augmentation de prix de plus de 3 % par an par rapport au barème précédent. Le pourcentage d'augmentation est rapporté à la durée écoulée entre les dates d'application de ces deux barèmes.

11.5 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours à la date de remise d'offre, appelé « mois zéro ».

ARTICLE 12. FACTURATION - REGLEMENT

12.1 ECHEANCIER DE FACTURATION

Le paiement de chaque bon de commande sera réalisé selon l'échéancier suivant :

12.1.1 LOT n° 1 : mise à disposition de personnel intérimaire

Le titulaire émettra 1 Facture mensuelle par salarié mis à disposition.

12.1.2 LOT n° 2 : Prestations de placement

A la signature du contrat de travail avec le candidat retenu et du 1^{er} jour de sa prise de poste, le titulaire émettra 1 Facture relative à ce placement.

12.2 MODALITÉS DE FACTURATION

Les paiements seront effectués par virement bancaire, dans un délai de soixante (60) jours nets à compter de la date de réception de la facture par le LNE. Les paiements sont nets et sans escompte.

« Dans le respect de l'article 25 de la Loi sur la Modernisation de l'Économie, le ou les titulaire(s) peu(ven)t procéder à l'envoi de leurs factures en mode dématérialisé. Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail CHORUS factures accessible à l'adresse

<https://chorus-pro.gouv.fr> »

Informations à faire figurer sur les factures :

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande
- la référence du contrat LNE et le n° du lot concerné

- la référence du contrat de mise à disposition (lot 1) ou du contrat de prestation (lot 2)
- le libellé de la commande
- le nom du salarié
- le taux et le montant de la TVA.

Le taux de la TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Le LNE attire l'attention du Titulaire sur la nécessaire cohérence des libellés, entre ceux figurant dans l'annexe financière de l'acte d'engagement et ceux portés sur les factures.

12.3 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

En contrepartie des prestations exécutées, le LNE s'engage à verser au Titulaire le prix défini dans l'offre financière, et conformément à l'échéancier décrit à l'article 12.1 du présent accord cadre.

Les paiements sont effectués sur présentation d'une facture dématérialisée.

Le LNE se libérera des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement.

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière Économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de Paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, des pénalités seront appliquées au montant hors taxe de la facture dans le cas où le paiement (de tout ou partie d'une somme) ne serait pas intervenu dans le délai de règlement fixé par le présent marché. Ces pénalités de retard sont égales au taux de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Elles commenceront à courir, sans mise en demeure préalable du débiteur, dès l'expiration dudit délai visé par les présentes.

En outre, en cas de retard de paiement, le LNE sera redevable de plein droit, à l'égard du Titulaire, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant, fixé par décret, est égal à 40 euros.

ARTICLE 13. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux, et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au Titulaire de les communiquer à son personnel.

Tout personnel intérimaire se présentera au LNE muni d'une pièce d'identité.

ARTICLE 14. SITUATION SOCIALE ET FISCALE

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le maître d'œuvre emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 15. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

- Le titulaire est tenu de s'acquitter des formalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.
- Le LNE se réserve le droit de contrôler la régularité de la situation de son ou de ses titulaires pressentis pour l'accord-cadre avant notification et lors de l'exécution du marché.
- Dès constatation d'une irrégularité par le LNE portant sur le travail dissimulé, le titulaire de l'accord-cadre, après mise en demeure, sera tenu de régulariser sa situation.
- En cas d'absence de régularisation de la situation dans un délai raisonnable, le LNE, après mise en demeure, se réserve le droit de procéder à la résiliation de l'accord-cadre du titulaire, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et s'oblige à faire preuve du soin et de la diligence appropriés dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent Marché, conformément aux règles de l'art de la profession.

Le Titulaire est, à ce titre, astreint à un devoir de conseil renforcé auprès du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations qui lui seront confiées, telles qu'elles auront été définies dans le présent accord-cadre. Cette exécution des prestations devra se faire dans le respect des délais et modalités fixées par ces documents.

Il assume en tant que professionnel une obligation d'information, de conseil et de mise en garde ; il s'engage à mettre en œuvre toutes ses compétences et ses connaissances techniques en vue de la réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à :

- communiquer au Pouvoir Adjudicateur toute information dont il aurait connaissance et qui pourrait influencer sur l'exécution de ses prestations,
- demander au Pouvoir Adjudicateur tout renseignement ou information qu'il jugerait nécessaire à l'exécution de ses prestations,
- notifier au Pouvoir Adjudicateur par écrit dès qu'il en aura connaissance tout élément, événement, acte susceptible d'affecter la bonne réalisation de ses prestations.

Le Titulaire sera notamment tenu pour responsable de toute faute due à une erreur ou à une négligence de sa part dans l'exécution des prestations qui lui auront été confiées.

ARTICLE 17. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du LNE et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18. RESPONSABILITÉ

Le Titulaire est responsable des dommages résultant directement de son fait dans les conditions du droit commun. Les parties sont convenues que le Titulaire n'est pas responsable des dommages indirects.

Pour les dommages corporels, la responsabilité du Titulaire est illimitée.

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE

Chacune des parties s'engage à garder secrets, à ne pas divulguer à quelque tiers que ce soit, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du marché concernant l'autre partie et à ne les utiliser que pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

Plus précisément, en aucun cas les procédures de gestion, ainsi que les documents émis par le Pouvoir adjudicateur ne pourront être cédés, reproduits, divulgués ou publiés par le titulaire, sauf accord préalable et écrit du Pouvoir adjudicateur.

Les deux parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence au marché à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les prestations objet du marché, sans l'accord du Pouvoir adjudicateur, pour aider un tiers à accéder lui-même aux informations du Pouvoir adjudicateur stockées dans les matériels accessibles par le réseau, qu'il s'agisse de données ou de programmes. Le titulaire doit porter à la connaissance du Pouvoir adjudicateur les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations.

Tout accès sur le réseau du Pouvoir adjudicateur par le personnel du titulaire devra faire l'objet d'une demande écrite et d'un accord au préalable par le responsable du site.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales, ainsi qu'à une résiliation conformément à l'article ARTICLE 23 ci-dessous.

19.1 LIMITATION DE CONFIDENTIALITÉ

Ne pourront cependant pas être considérées comme des informations confidentielles :

- Celles qui seront tombées dans le domaine public lors de leur communication ou ultérieurement, autrement que par une faute ou une négligence de la partie qui les reçoit ;
- Celles qui seront déjà connues par la partie qui les reçoit du fait de ses études propres, à charge pour cette dernière d'en rapporter la preuve ;
- Celles qui auront été reçues d'un tiers de manière licite.

19.2 DROITS ET OBLIGATIONS

Chaque partie s'engage à n'utiliser les informations confidentielles de l'autre partie qu'en vue de la réalisation des objectifs prévus par le présent Marché.

Chaque partie s'engage à ne pas reproduire ces informations, même à usage strictement interne, sauf accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, cette autorisation ne sera pas nécessaire pour les copies, reproductions ou duplications à usage purement interne destinées à la poursuite des objectifs fixés par le Marché.

Chacune des parties s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la protection des informations confidentielles de l'autre partie, et s'interdit d'en faire toute divulgation à des tiers sauf accord préalable et écrit de l'autre partie. Par tiers s'entend toute personne physique ou morale, autre que les parties au présent marché.

Toutefois, chaque partie pourra communiquer ces informations à ses employés qui auraient besoin d'en connaître, pour exécuter les objectifs du présent Marché, étant entendu que dans ce cas chaque partie s'engage à faire respecter par ses employés les obligations de confidentialité qui lui incombent.

Chaque partie conserve la propriété pleine et entière des informations qu'elle communique à l'autre partie dans le cadre du présent marché.

Les présentes clauses ne sauraient en aucune façon être interprétées comme conférant à la partie qui reçoit les informations un droit quelconque sur tout ou partie de ces informations.

Chaque partie s'engage à n'acquérir aucun droit de propriété industrielle et/ou intellectuelle sur la base des informations confidentielles reçues de l'autre partie. Les informations communiquées sont fournies en l'état et sans aucune garantie d'aucune sorte.

19.3 RESTITUTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Toutes les informations confidentielles transmises par l'une ou l'autre des parties, restent la propriété exclusive de la partie qui les a divulguées et devront être restituées à cette dernière immédiatement à sa demande avec toutes les reproductions qui en auront été faites.

ARTICLE 20. CONFLITS D'INTERET

Le TITULAIRE s'engage dans le cadre de l'accord cadre :

- A procéder à l'analyse de *sa situation présente* en termes de risque de conflit d'intérêt par rapport aux critères énoncés ci-dessous :

- Intérêt, faits ou liens, avec une entreprise qui est le concurrent direct du LNE ou un client du LNE

- A procéder spontanément à l'analyse de *tout changement de sa situation* en termes de risque de conflit d'intérêt par rapport aux critères énoncés ci-dessus et transmettre *sans délai* la déclaration correspondante.

Le LNE se réserve le droit de faire remplir un formulaire déclaratif au candidat lors de sa prise de fonction. Ces informations seront examinées par le LNE dans le but de préciser les risques de conflits d'intérêts. Le LNE peut exclure un candidat ayant un lien susceptible d'être à l'origine d'un conflit d'intérêt avec le LNE. Et ce, malgré la concordance de son profil avec le poste recherché. Dans ce cas, la commande pourra être annulée auprès du Titulaire.

ARTICLE 21. FORCE MAJEURE

Les parties ne seront pas réputées avoir manqué à leurs obligations si elles sont empêchées d'exécuter tout ou partie de celles-ci à la suite d'un cas de force majeure, sous réserve que la partie défaillante en informe l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les trois (3) jours calendaires de la survenance de l'événement et justifie du caractère de force majeure au sens de la jurisprudence française.

La partie défaillante fera ses meilleurs efforts pour limiter et/ou éviter les effets du cas de force majeure, et trouver toute solution adaptée afin de reprendre l'exécution de ses obligations dans les meilleurs délais.

Si l'exécution de l'une des obligations essentielles de l'une ou l'autre partie est différée du fait de la survenance d'un événement de force majeure, l'exécution du présent Marché sera suspendue jusqu'à la disparition dudit événement. Toutefois, dans l'hypothèse où l'événement de force majeure se prolongerait au-delà d'un (1) mois, chacune des parties aurait la faculté de résilier de

plein droit le présent Marché par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception produisant effet immédiat.

ARTICLE 22. CESSIION DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu Intuitu personæ.

Le Titulaire s'interdit de céder, d'apporter ou de transmettre, quelle que soit la modalité juridique utilisée, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie des droits ou obligations résultant de l'accord cadre, sauf accord préalable et écrit du LNE. En cas d'accord du LNE, le Titulaire sera solidairement responsable de la parfaite exécution des PRESTATIONS objet de l'accord cadre. Le LNE pourra toutefois céder, apporter ou transmettre tout ou partie de ses obligations à une de ses entités sous réserve d'en informer préalablement et par écrit le TITULAIRE.

ARTICLE 23. RÉSILIATION

23.1 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché pour faute du Titulaire, notamment dans les cas suivants :

- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions du présent accord-cadre ;
- Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à ARTICLE 17 du présent accord-cadre ;
- Le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité.

La décision de résiliation dans un des cas ci-dessus ne peut intervenir qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction dans un délai de quinze jours du retard dans l'acquittement de ses obligations. Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée et restée infructueuse.

Dans ce cas, la résiliation deviendra effective 1 mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception par l'une des intéressées en informant le Titulaire qui ne pourra prétendre à une quelconque indemnité ou au paiement de ses honoraires.

23.2 RÉSILIATION POUR ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS A L'ACCORD CADRE

23.2.1 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, l'accord cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, l'accord cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

23.2.2 Modifications ayant des répercussions importantes sur l'exécution du marché

Dans le cas où le LNE estime que des modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, elle dispose de la possibilité de résilier le marché.

Notamment :

- Fermeture de l'agence de proximité et remplacement de l'équipe en place,
- Départ de membres de l'équipe en place sans remplacement, générant des difficultés d'exécution constatées par des non réponses répétées.

23.3 RÉSILIATION POUR ÉVÉNEMENTS LIÉS A L'ACCORD CADRE

23.3.1 Difficulté d'exécution de l'accord cadre

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter les prestations du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Pouvoir Adjudicateur résilie le marché.

ARTICLE 24. MODALITÉS D'INTERVENTION

Le Titulaire s'engage à réaliser les PRESTATIONS dans le respect des règles applicables telles que ces règles résultent des règles de l'art applicables, normes européennes, lois, décrets, arrêtés et textes législatifs, réglementaires ou administratifs nationaux, locaux ou professionnels.

Il est rappelé que le LNE a décidé de contracter avec le Titulaire en considération de sa capacité, en tant que professionnel à fournir les PRESTATIONS, à garantir pendant toute la durée du Marché la mise en œuvre des moyens humains, techniques, logistiques, matériels et autres, nécessaires pour satisfaire aux besoins et aux contraintes du LNE.

Le Titulaire décide des méthodes, des outils et des moyens nécessaires à la réalisation des PRESTATIONS conformément aux critères de qualité requis, aux objectifs et aux délais fixés par le LNE.

ARTICLE 25. DECLARATION

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations législatives et réglementaires concernant les conditions d'immatriculation, le versement des cotisations sociales obligatoires pour l'emploi de son personnel, ainsi que les déclarations et versements à l'administration fiscale.

A ce titre le Titulaire certifie se conformer pleinement aux prescriptions de l'article L 8221-3 et 8221-5 du code du travail et que le travail découlant de l'exécution des Prestations objet du présent accord-cadre sera réalisée par des salariés régulièrement employés au regard des articles L 3243-2 (remise de bulletins de salaire et livre de paie) et L 1221-10 (déclaration unique d'embauche) du code du travail.

Le Pouvoir Adjudicateur sera autorisé à vérifier que le Titulaire s'acquitte de ses obligations et se réserve le droit de demander copie de tout document le justifiant.

Le Titulaire s'interdit de proposer le recours à une entreprise sous-traitante en cas de situation irrégulière au regard des règles et engagements précités ou lorsque les conditions d'exécution de cette sous-traitance pourraient ne pas garantir l'existence d'un véritable Marché d'entreprise et risqueraient de ce fait de constituer une opération illicite ayant pour objet exclusif le prêt de main d'œuvre.

Le Titulaire déclare être à jour de ses obligations au regard de son statut.

A défaut, le Titulaire devra garantir le Pouvoir Adjudicateur de toute somme dont celui-ci pourrait être redevable ou à laquelle il pourrait être condamné à ce titre. Le Titulaire certifie sur l'honneur que les salariés qui exécuteront l'objet de l'accord-cadre, sont et seront employés régulièrement à l'égard des dispositions du Code du Travail.

ARTICLE 26. NULLITÉ

Si l'une quelconque des stipulations du Marché, ou une partie d'entre elles, est nulle au regard d'une règle de droit, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables. Les parties se rapprocheront dans ce cas pour convenir d'une nouvelle disposition pour remplacer celle déclarée nulle et sans objet, étant entendu que la nouvelle disposition devra respecter autant que possible l'esprit et l'impact économique sur les parties de la disposition remplacée.

l'esprit et l'impact économique sur les parties de la disposition remplacée.

ARTICLE 27. DIFFÉRENDS ET LITIGES

27.1 PROCEDURE AMIABLE

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Tout différend entre le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Pouvoir Adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

27.2 LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les litiges et différends nés de l'exécution du marché sont soumis au juge administratif. Le tribunal administratif compétent est celui de Paris.

Fait le _____ à _____
La société _____

Nom et qualité du signataire

Tampon